

Table des matières

Sommaire	5
Voorwoord	7
Préface	11
Introduction	15
Inleiding	21

Partie 1

RÉFLEXIONS EN LIEN AVEC LE STATUT ET LES DROITS DES MILITAIRES, AINSI QU'AVEC L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE

Deel 1

BESPIEGELINGEN IN VERBAND MET DE STATUS EN DE RECHTEN VAN DE MILITAIREN, ALSMEDE DE ORGANISATIE VAN DEFENSIE

Citoyen, fonctionnaire ou militaire ? Droits civils et politiques des militaires	29
Introduction	30
Chapitre 1. Les droits électoraux	33
Section 1. Le droit de vote	33
Section 2. Le droit d'adhérer à un parti politique	35
Section 3. Le droit d'éligibilité	37
Chapitre 2. Les libertés d'expression et d'association	40
Section 1. La liberté d'expression	41
Section 2. La liberté syndicale	43
Section 3. Le droit de grève	45
Chapitre 3. Limitations à la jouissance de certains droits civils	47
Section 1. Obligation de résidence et déplacements à l'étranger	48

Section 2. Mesures prophylactiques spécifiques aux militaires	51
Conclusion	61
De bevoegdheid om het militair statuut en de rekrutering van het leger te regelen	63
Voorafgaande beschouwingen	64
Hoofdstuk 1. De instituten ‘leger’ en ‘Krijgsmacht’	66
Hoofdstuk 2. De rekrutering van het leger	68
Hoofdstuk 3. Het militair statuut in het licht van artikel 182 van de Grondwet	71
Sectie 1. Een aan de wetgever voorbehouden aangelegenheid met een rol voor de Koning	71
Sectie 2. De verordenende bevoegdheid van de minister van Defensie	76
Sectie 3. De verordenende bevoegdheid van administratieve autoriteiten van het Ministerie van Landsverdediging	79
Hoofdstuk 4. Het militair statuut in het licht van de artikelen 107 en 167 van de Grondwet	80
Sectie 1. De regeling van de toekenning van de militaire graden	81
Sectie 2. De regeling van statutaire bepalingen betreffende de bevelvoering	83
Hoofdstuk 5. Een wijziging van artikel 182 van de Grondwet?	84
Besluiten	91
Eindelijk een integriteitsbeleid voor Defensie!	95
Inleiding	97
Hoofdstuk 1. Inleidende begrippen	99
Sectie 1. Algemeen	99
Sectie 2. (Ambtelijke) ethiek	100
Sectie 3. Deontologie	101
Sectie 4. (Ambtelijke) integriteit	101
Sectie 5. Integriteitsbeleid	103
Ondersectie 1. Omschrijving	103
Ondersectie 2. ‘Controlerend’ versus ‘stimulerend’ integriteitsbeleid	104
Hoofdstuk 2. <i>Integrity Management Framework</i>	105
Sectie 1. Inleiding	105

Sectie 2. De drie pijlers van het <i>Integrity Management Framework</i>	105
Sectie 3. De eerste pijler: instrumenten	107
Ondersectie 1. Bepalen en definiëren van integriteit	107
Ondersectie 2. Begeleiden naar integriteit	107
Ondersectie 3. Monitoren van integriteit	108
Ondersectie 4. Afdwingen van integriteit	108
Hoofdstuk 3. De kerninstrumenten van het integriteitsbeleid van Defensie	109
Sectie 1. Bepalen en definiëren van integriteit	110
Ondersectie 1. Beleid	110
§ 1. <i>Mission Statement Defensie</i>	111
§ 2. <i>Policy Handbook</i>	112
Ondersectie 2. Statuut	113
Ondersectie 3. Waarden en normen	113
Ondersectie 4. Enkele zeer specifieke deontologische codes, maar geen algemene...	115
Ondersectie 5. Kwetsbaarheidsanalyse	117
Sectie 2. Begeleiden naar integriteit	118
Ondersectie 1. <i>Leading by example</i> . De visie op leiderschap bij Defensie	118
Ondersectie 2. Waarden in een stripverhaal	119
Ondersectie 3. Interne communicatie	120
Ondersectie 4. Ethische dilemmatraining?	120
Sectie 3. Monitoren van integriteit	122
Ondersectie 1. Interne beheersing Defensie	122
Ondersectie 2. Kwetsbaarheidsanalyse	123
Ondersectie 3. Klokkenluidersstatuut	123
Sectie 4. Afdwingen van integriteit	125
Ondersectie 1. Tucht	125
Ondersectie 2. (Veronderstelde) integriteitsschending	126
Ondersectie 3. Evaluatieprocedure	126
Ondersectie 4. Sociale controle	127
Enkele slotbeschouwingen	127

L'externalisation des missions de la Défense belge	131
Introduction	133
Chapitre 1. L'émergence de l'externalisation	136
Section 1. La Défense comme service public « à part »	136
Sous-section 1. En théorie de l'État	136
Sous-section 2. En droit public belge	139
Section 2. Le mouvement de privatisation du service public de Défense	142
Sous-section 1. Les facteurs incitant l'externalisation	142
Sous-section 2. La constitutionnalité de l'externalisation	143
Chapitre 2. La mise en œuvre de l'externalisation	146
Section 1. Le cadre juridique applicable au service public de Défense	147
Sous-section 1. Les règles relatives à l'efficacité	147
Sous-section 2. Les règles relatives à la neutralité	150
Sous-section 3. Les règles relatives à la responsabilité	151
§ 1. La responsabilité politique	151
§ 2. La responsabilité pénale	152
§ 3. La responsabilité disciplinaire	152
Section 2. Le cadre juridique à appliquer aux missions de la Défense externalisées	153
Sous-section 1. Remarques préalables	153
Sous-section 2. Les règles relatives à l'efficacité	153
Sous-section 3. Les règles relatives à la neutralité	155
Sous-section 4. Les règles relatives à la responsabilité	156
Conclusion	157

Partie 2
RÉFLEXIONS EN LIEN
AVEC LES MISSIONS OPÉRATIONNELLES

Deel 2
REFLECTIES IN VERBAND MET OPERATIONELE MISSIES

La force juste et la juste force

Réflexions sur l'usage de la contrainte par les Forces armées : état du droit et mise en perspective à la lumière de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme	161
Introduction	163
Chapitre 1. L'usage de la contrainte par le personnel militaire de la Défense : état du droit belge	166
Section 1. La force et la contrainte : des notions aux contours indéfinis, laissées à l'appréciation du juge	167
Section 2. Hypothèses d'emploi légal de la contrainte par les militaires en dehors des conflits armés	168
Sous-section 1. Le principe : pas d'usage légitime de la contrainte, en ce compris de la force, sans cause de justification	169
§ 1. L'état de nécessité	169
§ 2. La légitime défense	170
§ 3. Le motif légitime	170
Sous-section 2. La mise en œuvre des causes de justification sur le territoire national : les motifs légitimes qui permettent aux Forces armées de recourir à la contrainte	172
§ 1. L'usage de la force en soutien aux services de police	174
§ 2. L'usage de la contrainte dans le cadre de la recherche d'infractions dans les zones maritimes belges	177
§ 3. L'usage de la contrainte aux fins de la rétention d'un individu pris en flagrant délit ou crime	178
Sous-section 3. La mise en œuvre des causes de justification à l'étranger	179
§ 1. Les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies adoptées sur la base du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies	179

§ 2. Le Code belge de la Navigation du 8 mai 2019	181
§ 3. L'article 1 ^{er} , 3 ^o , de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive	183
Chapitre 2. L'usage de la force à la lumière des impératifs de la Convention européenne des droits de l'homme	184
Section 1. L'autorité de la chose jugée de la jurisprudence de Strasbourg	186
Section 2. Les standards internationaux relatifs à l'emploi de la force	187
Section 3. Les « conditions idéales » du recours à la force par les militaires	188
Sous-section 1. Les principes transversaux de nécessité absolue, de proportionnalité et de précaution	189
Sous-section 2. Les conditions idéales du recours à la force par les militaires	191
§ 1. Avant l'opération	192
§ 2. Pendant l'opération	198
§ 3. Après l'opération	199
Conclusion	201
L'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact en zone peuplée : une évolution du droit international en perspective ?	205
Introduction	207
Chapitre 1. Définition des EWIPA	209
Section 1. Absence de définition au niveau international	210
Section 2. Les armes explosives problématiques	212
Section 3. La zone visée par l'emploi des armes explosives à large rayon d'impact	214
Section 4. Suggestions terminologiques	215
Chapitre 2. Les effets des EWIPA	218
Section 1. Les effets directs	219
Section 2. Les effets indirects	220
Chapitre 3. Le droit actuellement applicable à l'emploi des EWIPA	222
Section 1. Le droit international humanitaire	223
Sous-section 1. Le principe de distinction	223
Sous-section 2. Le principe de proportionnalité	224

Sous-section 3. Le principe de précaution	227
Sous-section 4. Les autres règles du DIH applicables aux EWIPA	228
Section 2. Le droit applicable aux EWIPA en dehors d'un conflit armé	228
Chapitre 4. Les bonnes pratiques des États en vue de limiter les dégâts causés par l'emploi des EWIPA	229
Chapitre 5. La prise en compte de la problématique des EWIPA par la communauté internationale : vers une évolution des règles applicables ?	231
Section 1. Prise en compte progressive de la problématique des EWIPA	232
Section 2. Les positions exprimées par les acteurs de la société civile et de la communauté internationale	234
Sous-section 1. La position des acteurs de la société civile	235
Sous-section 2. La position des États de la communauté internationale	236
Conclusion	240
Les systèmes d'armes létaux autonomes, entre science-fiction et réalité : un risque maîtrisé et assumé ?	245
Introduction	246
Chapitre 1. Définition des systèmes d'armes létaux autonomes	247
Section 1. Absence de définition reconnue	247
Section 2. Groupe de travail international	248
Section 3. Position belge	250
Section 4. Notion de SALA dans la présente contribution	251
Chapitre 2. Enjeux liés à l'utilisation des systèmes d'armes létaux autonomes	251
Section 1. Enjeux militaires ou sécuritaires	252
Section 2. Enjeux éthiques et humains	252
Chapitre 3. Procédures actuellement applicables pour l'évaluation de la légalité des nouvelles armes	255
Chapitre 4. Cadre juridique actuellement applicable à l'utilisation éventuelle des SALA	256
Section 1. Le droit international humanitaire (DIH)	257
ANTHEMIS	323

Sous-section 1.	Les principes relatifs au choix des méthodes et moyens de guerre	257
Sous-section 2.	Le principe de nécessité militaire	258
Sous-section 3.	Les principes de distinction et de discrimination	259
Sous-section 4.	Le principe de proportionnalité	260
Sous-section 5.	Le principe de précaution	261
Sous-section 6.	Le principe d’humanité (clause de Martens)	261
Section 2.	Le droit international des droits de l’homme	262
Section 3.	Le droit national	263
Chapitre 5.	Les responsabilités pénales individuelles dans le cadre de l’utilisation des SALA	265
Section 1.	Les principes généraux régissant la responsabilité pénale des individus	266
Section 2.	Le travers de l’« humanisation » de la machine dans l’analyse des responsabilités	267
Section 3.	Les difficultés particulières dans la recherche de responsabilités liées à l’engagement de SALA	268
Section 4.	La solution catégorique : l’interdiction pure et simple des SALA	271
Section 5.	La solution pragmatique : l’obligation d’un contrôle humain significatif	271
Section 6.	Les possibles solutions juridiques au travers de formes <i>ad hoc</i> de responsabilité pénale	273
Sous-section 1.	La responsabilité objective du programmeur ou du commandant : une responsabilité sans élément moral	273
Sous-section 2.	La présomption irréfutable de responsabilité du commandant ou du programmeur : une responsabilité avec imputabilité automatique	274
Sous-section 3.	Une responsabilité pénale basée sur l’acceptation du risque ?	275
Chapitre 6.	Les SALA dans une perspective défensive : réaction belge envers des SALA opérant sur le territoire belge	281
Chapitre 7.	Le cas particulier des SALA en droit maritime	282
Conclusions et perspectives		285

Quelques compétences de la Défense en matière de délits internationaux : criminalité maritime à l'étranger et piraterie dans le Code belge de la Navigation	287
Introduction	288
Chapitre 1. Le droit de la mer et la Défense	290
Section 1. Notions de droit de la mer	291
Section 2. Missions de la Défense en matière maritime	293
Chapitre 2. La criminalité maritime à l'étranger et la piraterie	296
Section 1. Champ d'application matériel	296
Section 2. Champ d'application territorial	300
Section 3. Champ d'application personnel	300
Section 4. Peines prévues	302
Chapitre 3. La procédure prévue par le Code belge de la Navigation	303
Section 1. La criminalité maritime à l'étranger	303
Section 2. La piraterie	307
Section 3. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	308
Sous-section 1. Jurisprudence générale	309
Sous-section 2. Jurisprudence spécifique au milieu maritime	311
Conclusion	314